

D'ici au scrutin, chut ! sur l'élargissement

UE La Commission reporte la publication de ses rapports sur les candidats à l'adhésion

ÉCLAIRAGE
Cachez cet élargissement (de l'UE) que je ne saurais voir (en pleine campagne électorale) ! C'est le sens de l'annonce faite lundi par le commissaire européen en charge des négociations d'élargissement – ces longs pourparlers qui doivent conduire les pays acceptés par les 28 comme candidats, à adhérer au club.

Johannes Hahn a enfin confirmé officiellement la rumeur : la Commission ne publiera pas son rapport annuel consacré à l'état de préparation des candidats (Turquie et Balkans occidentaux) à la date habituelle de la mi-avril. Le « paquet élargissement » sera publié « un peu plus tard que d'habitude pour avoir un débat basé sur les faits et les chiffres », a indiqué le commissaire.

Selon nos informations, la publication de ce rapport est désor-

mais prévue le 29 mai (soit après le scrutin européen) ou la semaine d'après. Ce sera en tout cas « avant l'installation du nouveau Parlement européen », le 2 juillet, a précisé Hahn. Un report après le break d'été avait même été évoqué officieusement.

Tactique de dissimulation

Hahn justifie le report par la nécessité pour les Etats membres et le Parlement d'avoir un « débat neutre sur notre rapport », eux qui seront amenés à juger les préparatifs des candidats sur la voie des réformes. « Il faut essayer d'éliminer tout obstacle qui empêcherait » qu'ils puissent jauger « d'un point de vue objectif ».

Autrement dit (mais sans être dit !), il faut que la volonté de faire des voix n'interfère pas dans leur verdict. Autrement dit encore : il faut tout faire pour éviter

que l'élargissement de l'UE devienne un thème de campagne à l'heure où les nationalistes-populistes sont prêts à faire flèche anti-européenne de tout bois. Pas sûr, toutefois, que la tactique de la dissimulation de la question suffise à l'éclipser. Du côté des premiers concernés, on se consolera, malgré ces calculs électoraux, de disposer d'un temps supplémentaire pour mettre en œuvre les réformes exigées.

Les capitales pourraient se pencher sur les rapports de la Commission au cours du Conseil des ministres planifié le 18 juin – à moins qu'elles ne décident à leur tour de maintenir le dossier sous le boisseau. Six pays sont concernés : Turquie, Serbie, Monténégro, Macédoine du Nord, Albanie et Bosnie. Les négociations sont de facto gelées avec Ankara, tandis que la Bosnie

n'est pas près d'entamer ces pourparlers. Serbie et Monténégro négocient déjà leur adhésion.

Mais la question est brûlante pour la Macédoine du Nord et l'Albanie. L'an dernier, la Commission recommandait l'entame des négociations avec Skopje et Tirana. Les ministres avaient alors décidé en juin... de décider (à l'unanimité !) un an plus tard sous la pression surtout de la France, mais aussi des Pays-Bas et du Danemark. Emmanuel Macron n'a pas abandonné son mantra : l'« approfondissement » de l'UE avant son nouvel « élargissement ». Pour Skopje, qui vient de conclure un accord historique avec Athènes, rare développement positif dans une région troublée, un nouveau renvoi aux calendes... grecques serait une fautive douche froide. ■

PHILIPPE REGNIER